



## Conseil d'administration

312<sup>e</sup> session, Genève, novembre 2011

GB.312/POL/10

Section de l'élaboration des politiques  
*Segment de la coopération technique*

**POL**

### DIXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

## Coopération technique de l'OIT et programmes par pays de promotion du travail décent, 2009-10

### Aperçu

#### Résumé

Aperçu du programme de coopération technique de l'OIT et de ses ressources financières, compte tenu de l'état d'avancement des programmes par pays de promotion du travail décent, 2009-10.

#### Incidences sur le plan des politiques

Aucune.

#### Incidences juridiques

Aucune.

#### Incidences financières

Aucune.

#### Décision demandée

Le document est soumis pour discussion et orientation.

#### Suivi nécessaire

Aucun.

#### Unité auteur

Département des partenariats et de la coopération au développement (PARDEV).

#### Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence

GB.312/POL/9.

## I. Introduction

1. Ce document offre une vue d'ensemble sur les programmes par pays de promotion du travail décent et le programme de coopération technique de l'OIT, pendant la période 2009-10. Il porte sur les ressources de la coopération technique financées par des sources extrabudgétaires (CTXB) et sur celles de la coopération technique financées par le budget ordinaire (CTBO) <sup>1</sup>. La période examinée couvre la dernière année du *Cadre stratégique pour 2006-2009* et la première année du *Cadre stratégique pour 2010-2015*, qui fournit un nouveau cadre de résultats attendus axé sur les priorités essentielles de l'Agenda du travail décent. L'année 2010 est aussi la première année de mise en œuvre des plans de travail axés sur les résultats dans le cadre du programme et budget pour la période biennale 2010-11.

## II. Alignement de la coopération technique sur les priorités et les besoins des mandants

2. Les principaux moyens d'action de la coopération technique extrabudgétaire sont les priorités des programmes par pays de promotion du travail décent établis par les mandants. En août 2011, on comptait 53 programmes par pays de promotion du travail décent actifs, comparé à 50 en 2010. Quatorze nouveaux programmes, dont neuf ont été développés en Afrique, ont été mis en œuvre en 2011; au cours de la même période, 11 programmes sont venus à échéance <sup>2</sup>. Plus de 70 programmes en sont à divers stades d'avancement.
3. Le Bureau a redoublé d'efforts pour s'assurer que ses mandants participent activement à la préparation et à l'adoption de tous les programmes par pays de promotion du travail décent pendant la période considérée. Cette participation a été facilitée par la longue expérience de l'OIT en la matière, une meilleure orientation et un meilleur contrôle de la qualité du processus, ainsi qu'une formation destinée aux mandants et au personnel en matière de participation à l'élaboration des programmes. Ainsi, au Tadjikistan, cinq réunions ont eu lieu avec les mandants sur le projet de programme par pays de promotion du travail décent, au cours desquelles ils ont fourni une information et une analyse spécifiques au pays, identifié les priorités nationales et décidé des résultats clés en fonction de ces priorités. Un groupe consultatif tripartite, composé d'experts désignés par le ministère du Travail et de la Protection sociale, l'Association des employeurs, la Fédération des syndicats indépendants et l'OIT, a été constitué pour appuyer le contrôle et l'évaluation. Tous les programmes par pays de promotion du travail décent s'appuient désormais sur une participation semblable des mandants. Cependant, la demande d'un développement des compétences permettant un engagement plus efficace dans ces processus ne faiblit pas.

<sup>1</sup> Toutes les données financières sont en dollars des Etats-Unis (prix courants).

<sup>2</sup> Nouveaux programmes par pays de promotion du travail décent depuis le dernier rapport: Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Comores, Fidji, Kirghizistan, Madagascar, Maurice, Organisation des Etats des Caraïbes de l'Est (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines), Seychelles, Sierra Leone, Tadjikistan, Togo. Programmes par pays de promotion du travail décent étant venus à échéance: Etat plurinational de Bolivie, Cambodge, Chili, Chine, Indonésie, Mongolie, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie et Yémen.

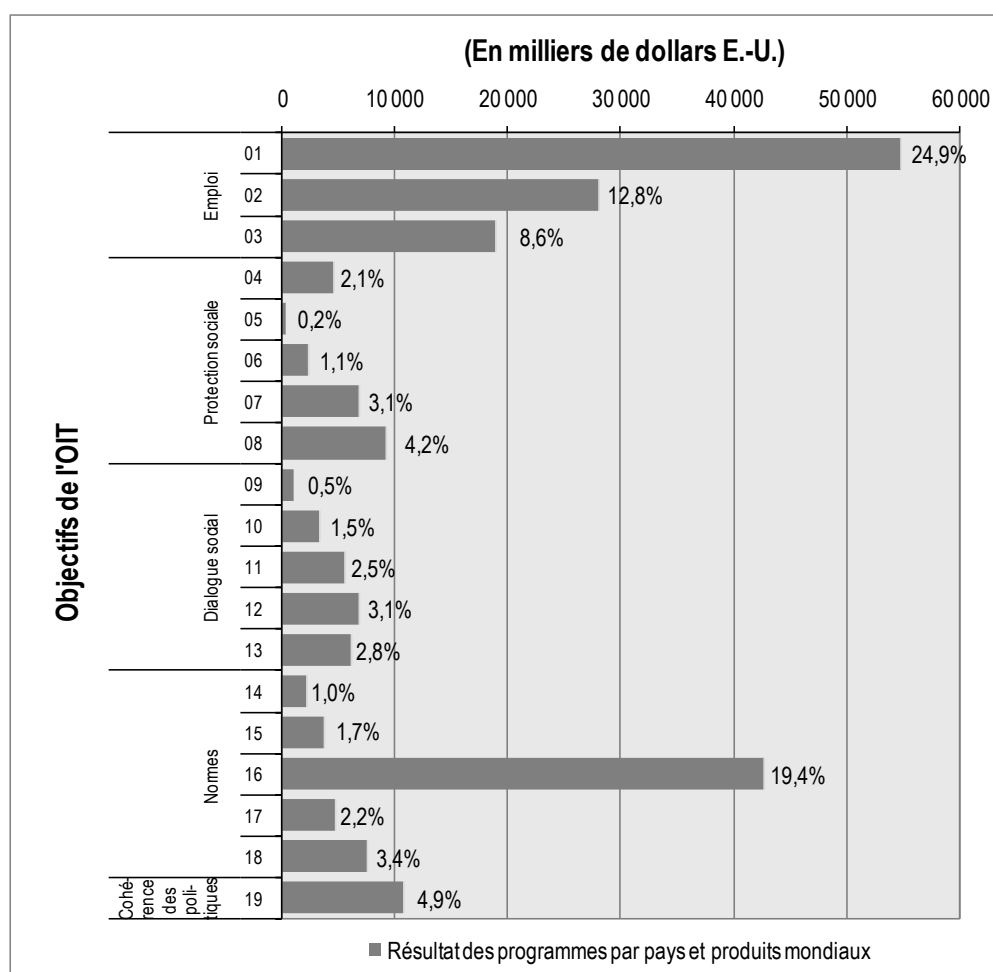
## Dépenses par résultat de l'OIT

4. Tous les projets – nouveaux ou en cours – de coopération technique financés par des fonds extrabudgétaires sont liés à des résultats spécifiques de programmes par pays ou à des produits mondiaux, ce qui signifie que les ressources sont strictement alignées sur l'aide à l'obtention des résultats du travail décent. Le niveau des dépenses, par conséquent, donne une indication du volume des ressources de coopération technique affectées à un résultat particulier de l'OIT.
5. Le montant global des dépenses au titre de la coopération technique financée par des sources extrabudgétaires était de 220 millions de dollars des Etats-Unis, en 2010, soit 13,8 pour cent de croissance par rapport à 2009, s'agissant de la onzième année consécutive de croissance depuis 1999 et de la plus forte croissance d'une année sur l'autre depuis 2004-05 <sup>3</sup>. Comparées à 2009, les dépenses sur le terrain se sont accrues de 16,4 pour cent (jusqu'à 144,7 millions de dollars E.-U.) et, au siège, de 9,1 pour cent (jusqu'à 75,6 millions de dollars E.-U.). Les dépenses de coopération technique financées par le budget ordinaire se sont montées à 12,3 millions de dollars E.-U. (soit 5,3 pour cent des dépenses totales) en 2010 (voir annexe II).
6. La figure 1 fait apparaître de quelle manière les dépenses extrabudgétaires ont été réparties entre les 19 résultats <sup>4</sup> en 2010. Les dépenses les plus importantes sont de loin celles qui ont trait au résultat 1, promotion de l'emploi (54,7 millions de dollars E.-U.), et au résultat 16, abolition du travail des enfants (42,7 millions de dollars E.-U.). Pris ensemble, ces deux résultats totalisent presque 45 pour cent des dépenses extrabudgétaires. Ils sont suivis par deux autres résultats dans le cadre de l'objectif stratégique de l'emploi, le résultat 2, développement des compétences (28 millions de dollars E.-U.) et le résultat 3, entreprises durables (18,9 millions de dollars E.-U.). Les résultats restants, de 4 à 15 et de 17 à 19, constituent à peine plus de 34 pour cent des dépenses totales du Bureau. Ces chiffres ne comptabilisent pas le compte des dépenses pour les mêmes résultats au titre du budget ordinaire, du budget ordinaire de la coopération technique et du Compte supplémentaire du budget ordinaire. L'annexe I donne le détail des dépenses par résultat.

<sup>3</sup> Tous les chiffres relatifs aux dépenses s'entendent à l'exclusion des coûts d'agence et des provisions affectées aux augmentations de coûts et circonstances exceptionnelles.

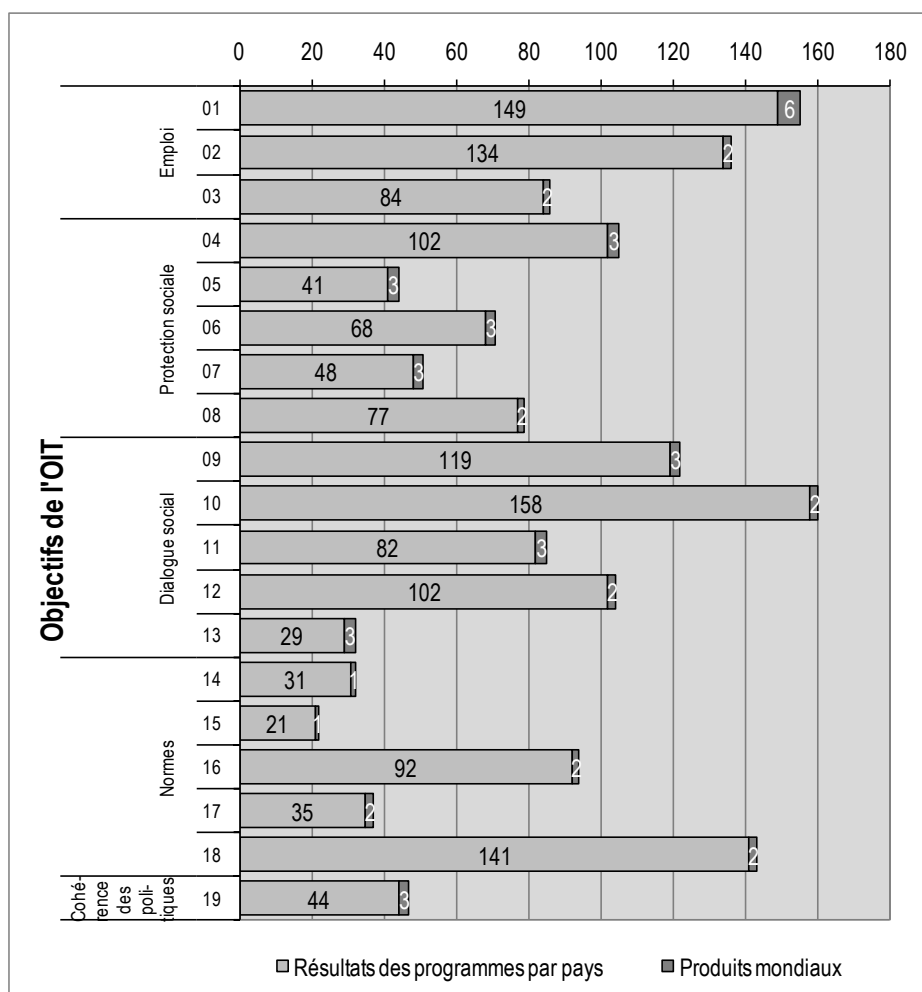
<sup>4</sup> On notera que la comptabilité des dépenses est également affectée par le fait que la grande majorité des projets financés par les ressources extrabudgétaires ne peuvent être liés qu'à un seul résultat principal du programme par pays, et par conséquent à un seul résultat du programme et budget. Certains projets contribuent parfois à plus d'un résultat et cela n'est pas pleinement reflété dans les données.

Figure 1. Dépenses au titre de la CTXB correspondant aux résultats des programmes par pays et aux produits mondiaux par objectif de l'OIT, 1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre 2010



7. Afin d'évaluer la mesure dans laquelle l'offre (dépense) correspond à la demande, la figure 2 indique le nombre des résultats prioritaires des programmes par pays tels qu'ils figurent dans IRIS, sur la base des programmes par pays de promotion du travail décent, par région et par résultat, ainsi que les produits mondiaux. Cette information permet de voir où se situent les demandes de coopération technique.

Figure 2. Nombre des résultats prioritaires des programmes par pays (ciblés et à l'étude) et produits mondiaux par objectif de l'OIT, en mars 2011



8. Le tableau 1 indique la dépense extrabudgétaire moyenne correspondant aux résultats des programmes par pays, par objectif de l'OIT. En 2010, la dépense extrabudgétaire moyenne correspondant à chaque résultat de programmes par pays a été de 107 000 dollars E.-U. Cette information ne prend pas en compte d'autres sources de financement. Par ailleurs, on notera que le coût des activités d'appui à divers résultats est variable: les activités en matière de travail des enfants, par exemple, comprennent en général des interventions directes qui sont plus coûteuses que d'autres interventions telles que le conseil en matière de politiques. On notera aussi que, sur 1 557 résultats de programmes par pays prioritaires, 385 seulement (soit 24,7 pour cent) ont été appuyés par un financement extrabudgétaire. Là encore, cela est dû dans une large mesure à la mise en lien biunivoque des projets et des résultats de programmes par pays; souvent, les projets contribuent directement ou indirectement à une réalisation qui va au-delà du résultat en question. Cependant, cela indique que certains programmes et objectifs stratégiques sont les plus attrayants pour le financement de la coopération technique.

**Tableau 1. Dépense extrabudgétaire moyenne correspondant aux résultats des programmes par pays par objectif de l'OIT, 2010**

Objectif de l'OIT	Pourcentage des résultats des programmes par pays appuyés par la CTXB	Dépense moyenne par résultat de programme par pays (en milliers de dollars E.-U.)
01 – Promotion de l'emploi	36,9	279
02 – Développement des compétences	38,1	207
03 – Entreprises durables	38,1	188
04 – Sécurité sociale	25,5	27
05 – Conditions de travail	7,3	1
06 – Sécurité et santé au travail	16,2	30
07 – Migration de la main-d'œuvre	22,9	121
08 – VIH/sida	61,0	68
09 – Organisations d'employeurs	2,5	7
10 – Organisations de travailleurs	3,8	14
11 – Administration du travail et législation du travail	12,2	32
12 – Dialogue social et relations professionnelles	23,5	66
13 – Travail décent dans les secteurs économiques	24,1	90
14 – Liberté syndicale et négociation collective	12,9	20
15 – Travail forcé	38,1	86
16 – Travail des enfants	56,5	359
17 – Discrimination au travail	22,9	59
18 – Normes internationales du travail	9,9	37
19 – Intégration du travail décent	29,5	168
<b>Moyenne</b>	<b>24,0</b>	<b>107</b>

## Dépenses par objectif stratégique

9. Le tableau 2 montre les variations du volume des dépenses par objectif stratégique depuis la période 2009-10. L'emploi arrive en première position, qu'il s'agisse des dépenses ou de l'augmentation du volume des dépenses, puisqu'il a dépassé les 36 pour cent, atteignant 104,8 millions en 2010. Après avoir décliné de 20 pour cent en 2008-09, les dépenses pour les normes ont augmenté de 10 pour cent en 2010 jusqu'à totaliser 62,1 millions de dollars E.-U. Les dépenses pour le dialogue social se sont résolument accrues de 38 pour cent depuis 2008-09, et de 7 pour cent de plus en 2010. Les dépenses en matière de protection sociale ont chuté de presque 20 pour cent en 2010 pour tomber à 24,6 millions de dollars E.-U.

**Tableau 2. Répartition des dépenses de l'OIT en matière de coopération technique (CTXB et CTBO) par objectif stratégique, 2008-2010** (en milliers de dollars des Etats-Unis)

Objectif stratégique	2008	2009	2009/2008	2010	2010/2009
	(en dollars E.-U.)	(en dollars E.-U.)	Variation en pourcentage	(en dollars E.-U.)	Variation en pourcentage
Normes	70 408	56 626	-19,6	62 079	9,6
Emploi	66 968	76 698	14,5	104 768	36,6
Protection sociale	26 452	30 267	14,4	24 560	-18,9
Dialogue social	17 825	24 507	37,5	26 251	7,1
Autres <sup>1</sup>	12 607	26 708	111,9	14 961	-44,0
<b>Total</b>	<b>194 259</b>	<b>214 807</b>	<b>10,6</b>	<b>232 620</b>	<b>8,3</b>

<sup>1</sup> Y compris résultats immédiats communs (2008-09), cohérence des politiques (2010) et gouvernance, appui et management.

## Dépenses par région

**10.** Le tableau 3 fournit un aperçu des dépenses par région. En 2010, les dépenses pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique et les Etats arabes se sont accrues. Les dépenses pour les Amériques ont également accusé une forte hausse après un déclin en 2008-09. Les dépenses pour l'Europe ont diminué.

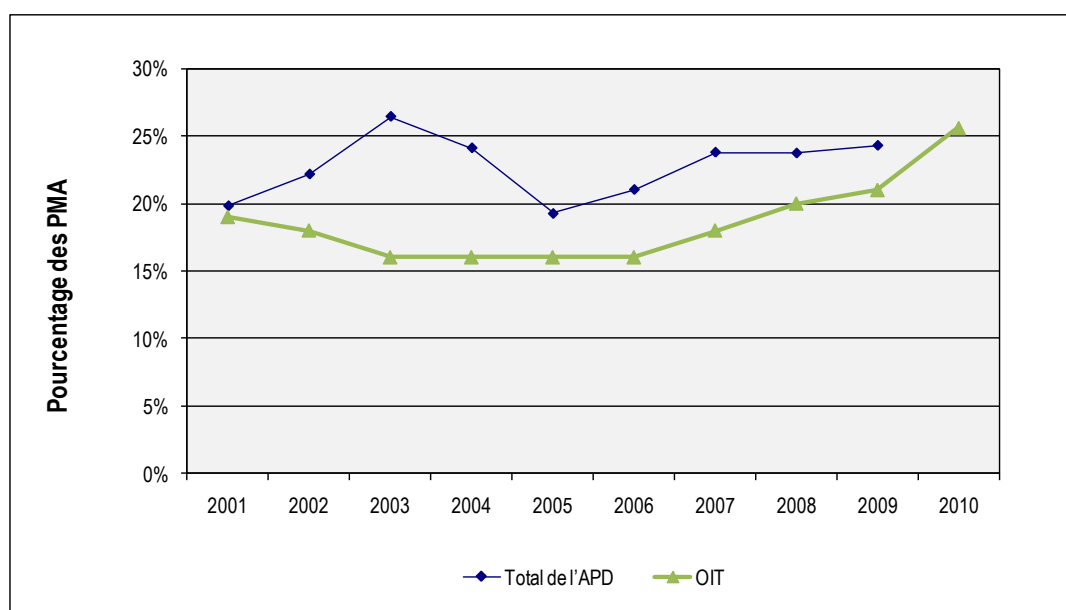
**Tableau 3. Dépense totale (CTXB et CTBO) par région géographique, 2008-2010** (en milliers de dollars des Etats-Unis)

Région	2008	2009	2009/2008	2010	2010/2009
	(en dollars E.-U.)	(en dollars E.-U.)	Variation en pourcentage	(en dollars E.-U.)	Variation en pourcentage
Afrique	53 842	60 096	11,6	63 790	6,1
Amériques	27 083	24 807	-8,4	32 686	31,8
Asie et Pacifique	51 877	55 809	7,6	60 146	7,8
Europe	10 010	13 110	31,0	11 087	-15,4
Etats Arabes	6 370	8 413	32,1	9 691	15,2
Niveaux interrégional et mondial	45 078	52 573	16,6	55 221	5,0
<b>Total</b>	<b>194 259</b>	<b>214 807</b>	<b>10,6</b>	<b>232 620</b>	<b>8,3</b>

**11.** En général, les allocations disponibles en 2010 (300,6 millions de dollars E.-U.) se sont accrues de 6 pour cent. La part des allocations gérée par les bureaux extérieurs s'est légèrement accrue, passant de 64,8 pour cent (2009) à 65,2 pour cent. Les ressources gérées par le siège sont tombées à 34,8 pour cent.

**12.** Les pays les moins avancés (PMA) représentent 26 pour cent des dépenses en 2010, comparés à 21 pour cent en 2009. Comme le montre la figure 3, la part des dépenses engagées par l'OIT en faveur des PMA continue de s'accroître, et elle est désormais globalement comparable à la moyenne du total de l'aide publique au développement (APD) dans les PMA (soit 24 pour cent en 2009).

Figure 3. Part des ressources totales dépensée dans les PMA: Comparaison entre l'OIT (CTBO et CTXB) et la totalité de l'APD <sup>5</sup>



### III. Ressources mobilisées pour soutenir les résultats du programme et budget et du programme par pays de promotion du travail décent

#### Approbations concernant la CTXB

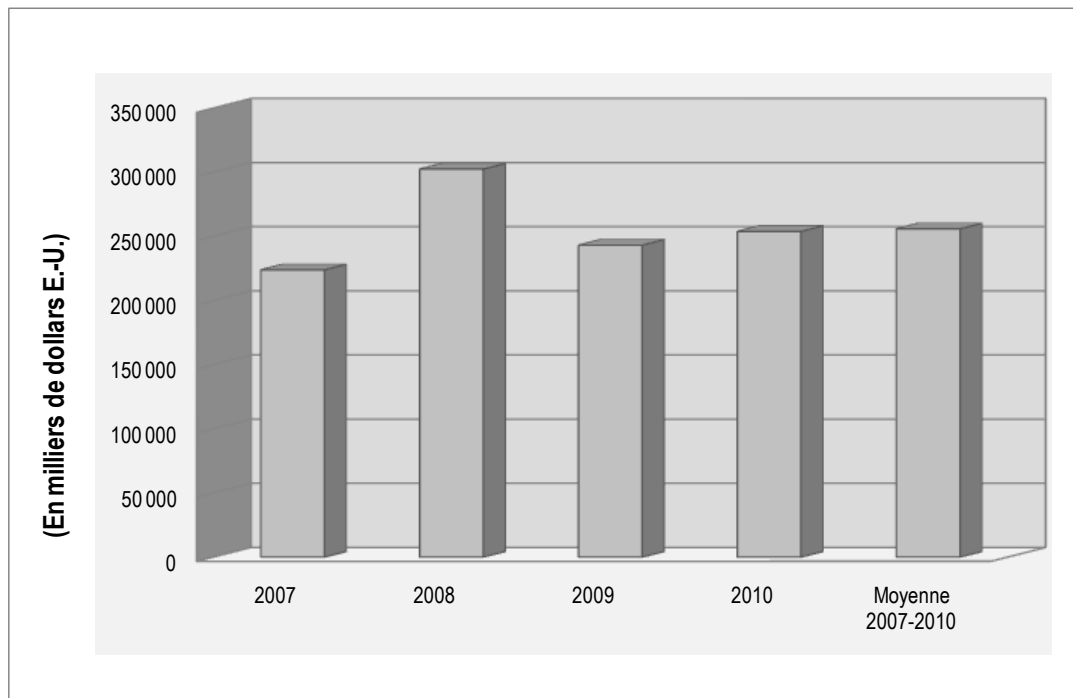
13. Les approbations sont une indication de la capacité de l'OIT de mobiliser des ressources <sup>6</sup>. Les approbations pour 2010 se sont montées à 253,9 millions de dollars E.-U.; il s'agit du deuxième montant des approbations le plus élevé jamais enregistré (après les 302 millions de dollars E.-U. en 2008); il est comparable à la moyenne de 255,8 millions de dollars E. U. pour les années 2007-2010 (voir figure 4). Il ne comprend pas les 50 millions de dollars E.-U. du Compte supplémentaire du budget ordinaire (CSBO), qui ont été reçus pour la période biennale 2010-11.

<sup>5</sup> L'APD totale comprend les décaissements bilatéraux nets en prix courants des institutions multilatérales et d'aide publique, sur la base de données de l'OCDE.

<sup>6</sup> Les approbations représentent le montant que les donateurs allouent au BIT en vertu d'accords-cadres ou d'accords liés à des projets spécifiques. Ces accords sont généralement pluriannuels, ce qui signifie que le montant des approbations émanant d'un donateur peut être très élevé pendant une année et négligeable pendant les années suivantes jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit conclu. Les chiffres correspondant aux approbations sont, par conséquent, soumis à un effet de distorsion cyclique.



Figure 4. Approbations concernant la CTXB, sur une base annuelle, 2007-2010

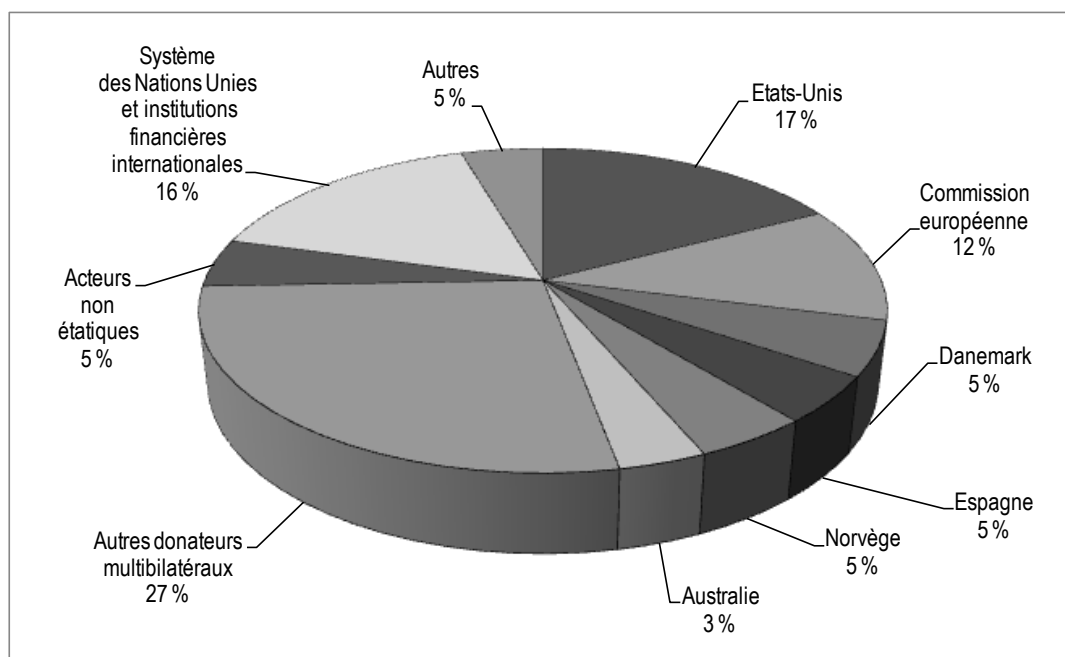


14. Les approbations des donateurs multilatéraux ont constitué 77,6 pour cent des approbations pour 2010 (196,9 millions de dollars E.-U.), soit plus de 10 points de pourcentage au-dessus de la moyenne des approbations multilatérales pour la période 2007-2010 (62,8 pour cent). Comme cela est reflété dans l'annexe III, les Etats-Unis restent au sommet de la liste des donateurs en 2010, avec des contributions d'un montant de 54,5 millions de dollars E.-U.; ils sont suivis par l'Australie (27 millions de dollars E. U.). Par ailleurs, les Etats-Unis ont également été le contributeur multilatéral le plus important de la période 2007-2010, comme le montre la figure 5.

Tableau 4. Approbations concernant la CTXB, par source de financement, en 2009-10 et moyenne pour la période 2007-2010 (en milliers de dollars E.-U.)

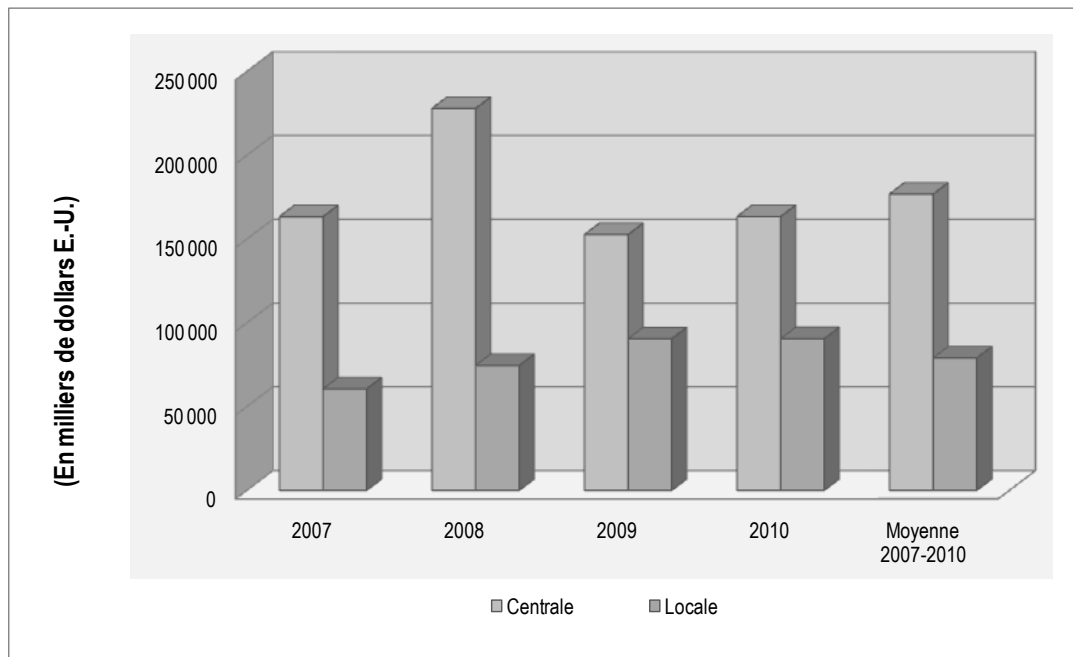
Source de financement	2009		2010		Moyenne 2007-2010	
	En milliers de dollars E.-U.	Part en pourcentage	En milliers de dollars E.-U.	Part en pourcentage	En milliers de dollars E.-U.	Part en pourcentage
Donateurs multilatéraux	148 984	61,3	196 919	77,6	160 780	62,8
Fonds fiduciaires directs	9 162	3,8	9 499	3,7	11 411	4,5
Acteurs non étatiques	6 888	2,8	5 385	2,1	12 351	4,8
Institutions financières internationales	12 613	5,2	2 917	1,1	4 804	1,9
Système des Nations Unies	57 049	23,5	31 276	12,3	36 517	14,3
Autres organisations intergouvernementales (Commission européenne)	8 444	3,5	7 890	3,1	29 980	11,7
<b>Total</b>	<b>243 139</b>	<b>100,0</b>	<b>253 886</b>	<b>100,0</b>	<b>255 843</b>	<b>100,0</b>

Figure 5. Part moyenne des approbations concernant la CTXB sur la période 2007-2010, par donateur



15. Globalement, en 2009-10, le programme de coopération technique de l'OIT a bénéficié du soutien constant de la plupart des principaux donateurs gouvernementaux, et de nouvelles sources de financement ont été trouvées. Le Bureau a conclu son tout premier accord de partenariat avec l'Australie et a renouvelé ceux qu'il avait passés avec la France, les Pays-Bas et la Norvège. La Belgique, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont pris d'importants engagements à l'égard du CSBO. Grâce aux ressources mobilisées en 2010, 73 nouveaux projets ont été lancés.
16. Des financements affectés d'une manière moins stricte permettent à l'OIT de mieux répondre aux priorités des mandants telles qu'elles sont reflétées dans les programmes par pays de promotion du travail décent et de répondre aux nouvelles demandes de services, comme celles qui découlent de la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi. Plusieurs donateurs sont passés de contributions auparavant caractérisées par des affectations très précises à des contributions au CSBO qui ne sont pas affectées au préalable ou à des contributions dont l'affectation est moins précise concernant le choix des résultats du programme et budget. Le Bureau continuera d'encourager les donateurs à fournir un financement dont l'affectation est moins précise et qui soit plus prévisible dans le cadre d'accords de partenariat à long terme. La capacité de l'Organisation de concrétiser les résultats en matière de travail décent dépend beaucoup de la mesure dans laquelle la communauté des donateurs prend en compte les besoins identifiés par le mécanisme de planification du travail axé sur les résultats à l'heure d'établir les priorités en vue de contributions volontaires.
17. En 2010, les ressources mobilisées au niveau local étaient de 90,5 millions de dollars E.-U., soit 35,6 pour cent du total des approbations. Ce chiffre est plus élevé que la moyenne pour 2007-2010 (31 pour cent).

Figure 6. Approbations concernant la CTXB par source de financement: centrale/locale, 2007-2010



#### IV. Elargir les partenariats pour promouvoir l'impact de la coopération technique de l'OIT

18. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire deviennent des moyens de plus en plus efficaces de soutenir le travail de l'OIT. En 2010, le premier accord de coopération triangulaire a été signé à l'OIT; il s'agissait d'un partenariat entre le Brésil et les Etats-Unis pour lutter contre le travail des enfants en Haïti. Le Brésil a également appuyé la coopération Sud-Sud dans le domaine de la sécurité sociale au Timor-Leste. A la fin de 2010, l'OIT a accueilli l'Exposition Sud-Sud des Nations Unies.
19. Conformément à la stratégie de la coopération technique, le Bureau s'efforce d'étendre les partenariats public-privé et d'élargir la base des donateurs. Depuis l'adoption des directives relatives aux partenariats public-privé en 2009, la contribution des acteurs non étatiques s'est accrue, passant de 1,5 millions de dollars E.-U. en 2008 à 6,9 millions de dollars E.-U. en 2009 et à 5,4 millions de dollars E.-U. en 2010. En 2009-10, la part la plus importante du financement privé provenait des fondations et de plusieurs entreprises du secteur privé qui ont souscrit aux rapports de contrôle produits par le programme Better Factories Cambodia. Une contribution du Fonds de l'OPEC pour le développement international a permis à l'OIT d'intensifier ses efforts pour lutter contre le VIH/sida par des politiques sur le lieu de travail et des interventions dans plusieurs pays, et le soutien de la Fondation de Zürich a été combiné avec le projet de partenariats public-privé en cours, financé par la Fondation Bill and Melinda Gates pour promouvoir des innovations en matière de microassurance. Le Bureau continuera d'encourager des partenariats novateurs par une sensibilisation plus stratégique du secteur privé et des fondations. Les résultats préliminaires pour 2011 sont encourageants et laissent entrevoir un accroissement important du volume des fonds mobilisés auprès des acteurs non étatiques, ainsi qu'une nouvelle génération de partenariats public-privé élargis qui est plus étroitement liée aux programmes par pays de promotion du travail décent et aux résultats en matière de travail décent.

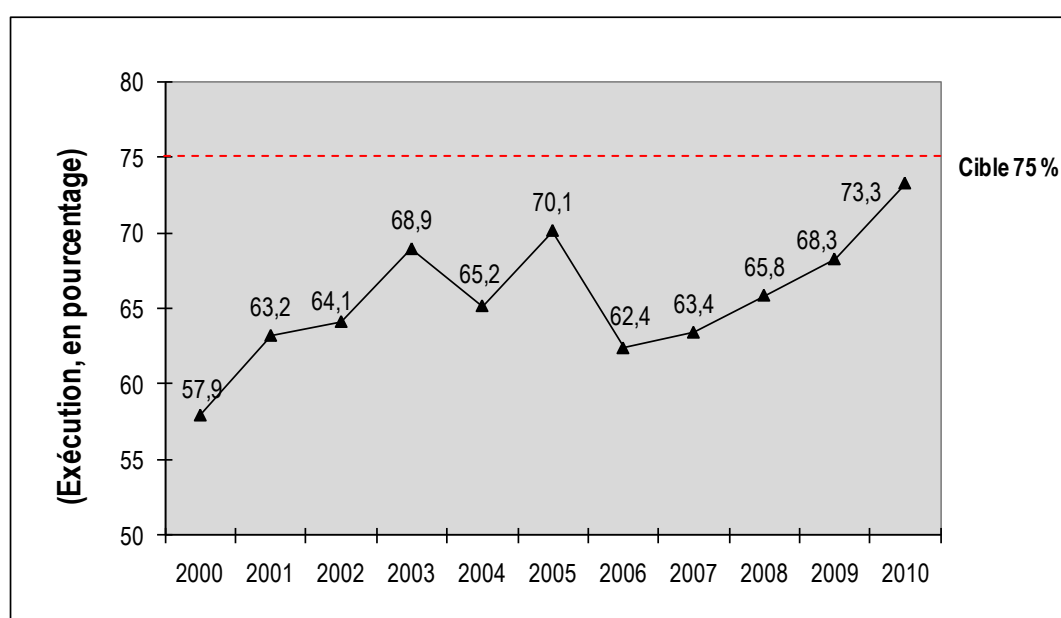
## V. Gestion axée sur les résultats et exigences en matière de qualité pour la coopération technique

### Amélioration du contrôle de la qualité des projets et programmes de la coopération technique

20. L'augmentation de la qualité de la conception de la coopération technique favorise celle de la mise en œuvre, laquelle permet de maximiser l'impact du financement volontaire par le biais d'interventions plus ciblées, plus réalistes et plus durables. Le Bureau maintient et renforce ses mécanismes de contrôle de la qualité pour le financement extrabudgétaire. Formation et appui à la conception de projets sont fournis par le Bureau et le Centre de Turin. En 2010, 142 propositions sont passées par le mécanisme d'évaluation du Bureau; 66 pour cent d'entre elles ont été revues afin d'améliorer la qualité de leur conception et leurs indicateurs. Le Bureau a renforcé également ses procédures de supervision et de contrôle. Il doit faire face à un lourd fardeau pour assumer ses obligations redditionnelles dans le cadre du financement extrabudgétaire, puisque 393 rapports de situation doivent être soumis aux donateurs concernant la période 2009-10. Conformément aux engagements des donateurs à l'égard de l'harmonisation dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, un nombre accru de partenaires acceptent désormais les formats normalisés de l'OIT en matière de rapports.

21. Le taux d'exécution du Bureau en matière de coopération technique extrabudgétaire s'est accru, passant de 68,3 pour cent en 2009 à 73,3 pour cent en 2010, soit le taux le plus élevé depuis 1987. Comme le montre la figure 7, le taux d'exécution progresse régulièrement vers la cible de 75 pour cent, étape que s'est fixée la stratégie de coopération technique pour 2011.

Figure 7. Taux d'exécution de la CTXB, 2000-2010



22. Les résultats atteints grâce à la coopération technique contribuent à la concrétisation des résultats fixés par les programmes par pays de promotion du travail décent, qui à leur tour contribuent à la réalisation des résultats et des indicateurs du programme et budget. Le rapport sur l'exécution du programme pour 2010-11 rendra compte en détail sur ce cadre de résultats. Cependant, certains résultats notables ont été obtenus en 2010 au niveau des projets grâce au financement des donateurs et notamment:

- a) En *Afrique* – l’adoption d’une charte du dialogue social au Congo; la formation de plus de 6 000 anciens combattants, y compris 278 femmes, au développement de l’entreprise en République démocratique du Congo; le lancement d’une déclaration sur la liberté syndicale et la création d’opportunités d’emploi pour 9 000 jeunes et 870 jeunes mères en Egypte; la mise au point d’une politique nationale sur le VIH et le sida en Ethiopie; la création de 18 078 jours-personne de travail au Libéria dans les travaux publics; la création d’une commission multi-institutions sur la coopération transfrontalière dans les enquêtes sur les affaires de traite au Nigéria (et en Italie); la création d’une unité du travail des enfants en Sierra Leone; la création d’un mécanisme de prêt d’un montant de 450 000 dollars E.-U. pour les jeunes au Zimbabwe.
- b) Dans les *Amériques* – l’adoption d’une nouvelle loi sur l’éducation et la réalisation d’une première étude sur le travail des enfants dans l’Etat plurinational de Bolivie; la mise en œuvre du deuxième Plan national de politiques en faveur des femmes et du Plan national pour la promotion de l’égalité entre les races au Brésil; la création d’une table ronde nationale tripartite sur les migrations de main-d’œuvre en Colombie; l’adoption d’un Plan national sur l’emploi des jeunes au Honduras; la conclusion d’un accord collectif dans le secteur du sucre au Mexique; la publication d’une étude fondamentale sur les jeunes, l’emploi et les migrations au Pérou.
- c) Dans les *Etats arabes* – la mise au point d’une politique nationale et d’un programme-cadre pour l’abolition du travail des enfants au Liban; l’adoption d’une déclaration nationale sur le tripartisme et le dialogue social dans les territoires palestiniens occupés; la mise au point d’une politique nationale et d’un Programme-cadre pour l’abolition du travail des enfants en République arabe syrienne.
- d) Dans la *région Asie-Pacifique* – l’adoption d’une politique nationale concernant le travail des enfants et la réactivation du Conseil national de développement des compétences au Bangladesh; l’élaboration d’une politique des migrations de main-d’œuvre et d’un projet de loi sur les syndicats au Cambodge; le renforcement de l’inspection du travail en Chine; la finalisation d’un Plan national de développement à moyen terme, et l’obtention de résultats importants en matière de migration de main-d’œuvre en Indonésie; le développement d’un Plan d’action national sur l’abolition du travail en servitude et le réexamen du Plan cadre sur le travail des enfants au Népal; la réalisation de la première étude sur la population active au Timor-Leste; la création d’un Conseil tripartite consultatif du travail au Vanuatu; le réexamen d’un projet de loi du travail et de loi sur les syndicats au Viet Nam.
- e) En *Europe* – l’adoption d’un Code de conduite contre la traite des êtres humains et le travail forcé en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie; la création d’un centre bipartite de sécurité et de santé au travail et d’une association d’agences d’emploi privées en Géorgie; l’adoption d’une politique des migrations révisée en Arménie et en Azerbaïdjan; la mise en œuvre à titre expérimental de systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail dans les entreprises en Fédération de Russie; l’adoption d’un Plan d’action pour l’emploi des jeunes en Serbie; la mise au point d’un Plan national de développement du marché du travail au Tadjikistan; des contributions à l’adoption d’un nouveau Code du travail en Ukraine.

## VI. Conclusions

23. Alors que les dépenses du programme de coopération technique se sont accrues et que le volume des approbations est demeuré stable en 2009-10, le caractère imprévisible du financement a beaucoup augmenté depuis lors car nombreux sont ceux qui, dans la communauté des donateurs, doivent relever des défis budgétaires. Le Bureau continuera de travailler étroitement avec les donateurs par le biais de partenariats renforcés, centrés sur le rôle du travail décent dans la concrétisation des objectifs de développement, et sur la démonstration de la rentabilité des programmes de l'OIT. Le Bureau veillera à élargir la base de ses donateurs, en s'ouvrant à des donateurs non traditionnels, au secteur privé, et en intensifiant son appui aux efforts locaux de mobilisation des ressources.
24. Des mesures importantes ont été prises pour consolider les améliorations de la qualité des programmes et des projets et cet effort sera soutenu. Dans le cadre des programmes par pays de promotion du travail décent, les besoins des mandants en matière de développement des capacités constitueront une priorité<sup>7</sup>.
25. La coopération technique continue de renforcer son apport à la concrétisation des objectifs de l'OIT, y compris par l'alignement strict des ressources extrabudgétaires sur les résultats attendus des programmes par pays et les produits mondiaux grâce à une planification du travail axé sur les résultats. Le Compte supplémentaire du budget ordinaire (CSBO) a beaucoup accru la capacité du Bureau de répondre rapidement et avec souplesse aux résultats des programmes par pays, et il complète et démultiplie par effet de levier les ressources du budget ordinaire. Le CSBO a également fourni des capitaux d'amorçage pour préparer et développer des projets de coopération technique plus importants et pluriannuels nécessaires aux programmes par pays de promotion du travail décent, et qui couvrent ces priorités qui n'attirent que difficilement les ressources traditionnelles, telles que la participation de l'OIT à l'élaboration des plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Ces initiatives ont également permis de développer les capacités des partenaires sociaux et de renforcer leur participation aux cadres nationaux à l'égard des initiatives des Nations Unies. Pour continuer d'alimenter le CSBO, les donateurs souhaitent recevoir des mises à jour régulières sur la différence importante qu'il signifie à l'heure de concrétiser les résultats du travail décent.
26. Le dernier rapport sur les programmes par pays de promotion du travail décent met en lumière le besoin d'améliorer le taux d'exécution, et de mieux rendre compte sur les résultats. Comme cela a été dit, le taux d'exécution s'est beaucoup amélioré. Le Bureau intensifiera ses efforts favorisant une meilleure communication et de meilleurs rapports sur les résultats des programmes par pays de promotion du travail décent et de la coopération technique.

Genève, le 26 août 2011

<sup>7</sup> Document GB.312/POL/9.

## Annexe I

### Dépenses engagées par l'OIT au titre de la coopération technique par résultat, 2010 (à l'exception des dépenses administratives) (en milliers de dollars E.-U.)

Résultat	CTBO	CTXB	Total
<b>Objectif stratégique: Accroître les possibilités pour les femmes et pour les hommes d'obtenir un emploi et un revenu décents</b>			
1. <b>Promotion de l'emploi:</b> Davantage de femmes et d'hommes bénéficient d'un emploi productif et de possibilités de travail et de revenu décents	2 003	54 743	56 746
2. <b>Développement des compétences:</b> Le développement des compétences accroît l'employabilité des travailleurs, la compétitivité des entreprises et l'inclusivité de la croissance	456	28 098	28 554
3. <b>Entreprises durables:</b> Les entreprises durables créent des emplois productifs et décents	504	18 965	19 469
<b>Sous-total</b>	<b>2 964</b>	<b>101 805</b>	<b>104 768</b>
<b>Objectif stratégique: Accroître l'étendue et l'efficacité de la protection sociale pour tous</b>			
4. <b>Sécurité sociale:</b> Un plus grand nombre de personnes ont accès à des prestations de sécurité sociale mieux gérées et plus respectueuses de l'égalité entre les sexes	567	4 579	5 146
5. <b>Conditions de travail:</b> Les femmes et les hommes bénéficient de conditions de travail meilleures et plus équitables	177	399	575
6. <b>Sécurité et santé au travail:</b> Les travailleurs et les entreprises bénéficient de meilleures conditions de sécurité et de santé au travail	166	2 313	2 479
7. <b>Migration de main-d'œuvre:</b> Un plus grand nombre de travailleurs migrants sont protégés et un plus grand nombre de travailleurs migrants ont accès à l'emploi productif et au travail décent	143	6 861	7 004
8. <b>VIH/sida:</b> Le monde du travail réagit de façon efficace à l'épidémie de VIH/sida	99	9 256	9 355
<b>Sous-total</b>	<b>1 152</b>	<b>23 408</b>	<b>24 560</b>
<b>Objectif stratégique: Renforcer le tripartisme et le dialogue social</b>			
9. <b>Organisations d'employeurs:</b> Les employeurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives	1 218	1 094	2 312
10. <b>Organisation de travailleurs:</b> Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives	1 276	3 284	4 559
11. <b>Administration et législation du travail:</b> Les administrations du travail appliquent une législation du travail actualisée et fournissent des services efficaces	503	5 538	6 041
12. <b>Dialogue social et relations professionnelles:</b> Le tripartisme et une gouvernance renforcée du marché du travail contribuent à un dialogue social efficace et à de bonnes relations professionnelles	346	6 786	7 132
13. <b>Travail décent dans les secteurs économiques:</b> Une approche sectorielle du travail décent est appliquée	45	6 162	6 207
<b>Sous-total</b>	<b>3 388</b>	<b>22 864</b>	<b>26 251</b>

Résultat	CTBO	CTXB	Total
<b>Objectif stratégique: Promouvoir et mettre en œuvre les normes et les principes et droits fondamentaux au travail</b>			
14. <b>Liberté syndicale et négociation collective:</b> La liberté syndicale et le droit de la négociation collective sont largement connus et exercés	113	2 188	2 301
15. <b>Travail forcé:</b> Le travail forcé est aboli	0	3 757	3 757
16. <b>Travail des enfants:</b> Le travail des enfants est aboli, la priorité étant donnée à l'éradication de ses pires formes	204	42 679	42 883
17. <b>Discrimination au travail:</b> La discrimination dans l'emploi et la profession est éliminée	104	4 782	4 886
18. <b>Normes internationales du travail:</b> Les normes internationales du travail sont ratifiées et appliquées	717	7 536	8 253
<b>Sous-total</b>	<b>1 138</b>	<b>60 942</b>	<b>62 079</b>
<b>Cohérence des politiques</b>			
19. <b>Intégration du travail décent:</b> Les Etats Membres placent une approche intégrée du travail décent au cœur de leurs politiques économiques et sociales, avec le soutien des principales institutions des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales	2 027	10 734	12 762
<b>Gouvernance, appui et management</b>			
<b>Résultat 1. Utilisation efficace et efficiente de toutes les ressources de l'OIT</b>	1 677	523	2 199
<b>Total</b>	<b>12 345</b>	<b>220 275</b>	<b>232 620</b>



## Annexe II

### Dépenses engagées par l'OIT au titre de la coopération technique par source de financement, 2008-2010

(à l'exclusion des dépenses administratives)

(en milliers de dollars E.-U.)

Source de financement	2008		2009		2010		2010/2009 Variation en %
	En dollars E.-U.	Variation en %	En dollars E.-U.	Variation en %	En dollars E.-U.	Variation en %	
Extrabudgétaire							
Donateurs multilatéraux	142 781	73,5	130 272	60,6	134 947	58,0	3,6
Fonds fiduciaires directs	8 141	4,2	9 665	4,5	12 203	5,2	26,3
Acteurs non étatiques <sup>1</sup>	4 725	2,4	7 945	3,7	9 172	3,9	15,4
Institutions financières internationales (banques)	1 500	0,8	1 381	0,6	3 919	1,7	183,8
Nations Unies <sup>2</sup>	20 353	10,5	28 349	13,2	37 307	16,0	31,6
Autres organisations intergouvernementales <sup>3</sup>	7 265	3,7	15 897	7,4	22 726	9,8	43,0
Total des sources extrabudgétaires	184 765	95,1	193 509	90,1	220 275	94,7	13,8
Budget ordinaire (CTBO)	9 494	4,9	21 298	9,9	12 345	5,3	-42,0
<b>Total</b>	<b>194 259</b>	<b>100,0</b>	<b>214 807</b>	<b>100,0</b>	<b>232 620</b>	<b>100,0</b>	<b>8,3</b>

<sup>1</sup> Fondations, institutions publiques, partenaires sociaux, syndicats, associations d'employeurs, initiatives conjointes et initiatives du secteur privé.

<sup>2</sup> Fonds multidonateurs des Nations Unies administré par le PNUD (Fonds espagnol pour les OMD) et Fonds «Unis dans l'action».

<sup>3</sup> Commission européenne, OIM, OSCE et SCP.

## Annexe III

### Approbations par donateur, 2009-10 (en milliers de dollars E.-U.)

Donateurs	2009	2010
<b>Donateurs multibilatéraux</b>		
Etats-Unis	50 406	54 531
Australie	1 597	27 256
Pays-Bas	198	19 962
Norvège	144	19 323
France	253	17 141
Espagne	14 695	8 560
Canada	5 733	8 323
Irlande	1 592	8 081
Suède	8 129	7 889
Belgique (Flandres)	2 416	6 024
Finlande	289	5 667
Luxembourg	1 252	2 941
Suisse	7 307	2 718
Allemagne	1 983	2 617
Japon	1 712	1 886
Multidonateurs	4 381	1 319
République de Corée	822	1 027
Brésil	2 650	681
Koweït	0	500
République tchèque	0	246
Pologne	0	200
Danemark	42 210	26
Panama	261	0
Roumanie	144	0
Turquie	100	0
Royaume-Uni	269	0
Italie	442	0
<i>Sous-total donateurs multibilatéraux</i>	<i>148 984</i>	<i>196 919</i>
<b>Fonds fiduciaires directs</b>	<b>9 162</b>	<b>9 499</b>
<b>Acteurs non étatiques</b>		
Fondations	2 739	4 893
Institutions publiques	435	214
Partenaires sociaux	414	
Initiatives du secteur privé	3 300	277
<i>Sous-total des acteurs non étatiques</i>	<i>6 888</i>	<i>5 385</i>

<b>Donateurs</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Institutions financières internationales</b>	<b>12 613</b>	<b>2 917</b>
<b>Nations Unies</b>		
PNUD	5 920	11 825
Fonds du programme «Unis dans l'action»	5 335	6 600
UNICEF	2 518	4 504
PNUD Fonds espagnol pour les OMD	30 204	4 295
Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNHSF)	1 500	1 311
Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)	158	635
ONU/sida	7 764	420
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH)	0	400
HCR	161	375
ONUDI	0	358
FIDA	0	300
United Nations Development Group Iraq Trust Fund	3 003	132
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)	0	80
Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)	0	30
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	150	10
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	36	0
Programme alimentaire mondial (PAM)	300	0
<i>Sous-total des Nations Unies</i>	<i>57 049</i>	<i>31 276</i>
<b>Autres organisations intergouvernementales (Commission européenne) *</b>	<b>8 444</b>	<b>7 890</b>
<b>Total pour les donateurs</b>	<b>243 139</b>	<b>253 886</b>

\* Y compris 0,050 million de dollars E.-U. du Centre d'administration du développement pour les Caraïbes (CARICAD).